

LA CONTROVERSE AUTOUR DE L'ÉLEVAGE EN FRANCE : DEFINITION, DESCRIPTION ET ANALYSE

Elsa DELANOUE

Doctorante en sociologie et agronomie (Idele, Ifip, Itavi et Laboratoire Espaces et Sociétés de l'Université Rennes 2)

Résumé

Depuis quelques années maintenant, l'élevage est la cible de nombreuses critiques émanant de différents acteurs de la société et adressées tant aux filières qu'aux éleveurs, directement interpellés ainsi sur le sens de leur métier. C'est à travers la notion de controverse, en tant que conflit opposant ceux qui remettent en cause l'élevage, ceux qui le défendent et un public jouant le rôle d'arbitre, que sont explicités les enjeux de ces discussions. Quatre thématiques d'incertitudes autour de l'élevage font l'objet de débat : l'impact sur l'environnement, la condition animale, le risque sanitaire et le modèle socioéconomique. À partir du croisement des résultats d'études qualitatives et quantitatives, une typologie des différents profils d'individus vis-à-vis de l'élevage a été construite : 2% de la population partage les points de vue « abolitionnistes », un tiers se positionne comme les « alternatifs », près de la moitié est proche des « progressistes », un peu plus de 10% des « compétiteurs » et environ 10% des citoyens semblent ne pas avoir d'intérêt ou d'avis précis sur l'élevage.

Mots-clés

élevage, controverse, société, viande, consommation

Cet article a fait l'objet d'une présentation aux Journées nationales des groupements techniques vétérinaires (JNGTV), Reims, 17-19 mai 2017.

INTRODUCTION

L'élevage français a connu, au cours des dernières décennies, des évolutions structurelles et fonctionnelles importantes : le cheptel s'est concentré dans des bassins de production, les élevages se sont agrandis, spécialisés et automatisés, et de nombreuses petites structures ont disparu faute de rentabilité ou de candidats à la reprise. Les impacts sur l'environnement naturel, sur les humains et la sensibilité de la population aux conditions de vie des animaux ont conduit à une critique parfois radicale des modes d'élevages, émanant de divers acteurs de la société. Ces contestations concernent certaines pratiques précises mises en œuvre en élevage ou bien l'activité en général, dans son organisation ou même dans son principe. En lien avec tous ces débats, l'idée selon laquelle il faut diminuer sa consommation de viande, pour diverses raisons, grandit dans l'opinion publique. Le nombre de végétariens, même s'il représente un pourcentage encore faible des consommateurs (moins de 2%), est en augmentation en France. Les associations végétariennes et véganes présentent l'élevage comme une activité préjudiciable aux humains, à l'environnement et aux animaux.

Les débats autour de l'élevage sont donc complexes et soulèvent de nombreuses questions. Ils témoignent de l'existence, au sein de la société française, de différentes façons de penser l'élevage et les animaux domestiques. Ils matérialisent les désaccords avec un système d'élevage intensif dominant en France, ou bien avec l'idée même d'exploitation de l'animal, et induisent des attitudes et modes d'action particuliers de la part des acteurs impliqués. Pour leur donner du sens au regard de la sociologie, dessiner un cadre théorique et méthodologique permettant de comprendre les actions des acteurs de ces débats et les relations qu'ils entretiennent, nous nous sommes appuyés sur la sociologie des controverses.

1. CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE

Une controverse est un débat triadique impliquant deux adversaires et un public¹, qui mobilise des connaissances et des stratégies d'acteurs divergentes, et dont l'enjeu est de rétablir une règle commune au groupe. En ce sens, une controverse participe au processus de construction des connaissances². Dans un contexte social d'individualisme et de risque, ce sont désormais moins les institutions qui cadrent les décisions et les façons de penser des individus, que l'individu lui-même qui crée son propre sens par des choix personnels : les institutions et la science n'ont plus la légitimité, à

¹ Lemieux, « À quoi sert l'analyse des controverses? », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2007, vol. 25, n° 1, p. 191-212.

² Michel Callon, « Eléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc », *L'Année Sociologique (1940-1948)*, 1986, vol. 36, p. 169-208 ; Francis Chateauraynaud, « Invention argumentative et débat public : regard sociologique sur l'origine des bons arguments », *Cahiers d'économie Politique*, 2004, vol. 2, n° 47, p. 191-213.

elles seules, d'imposer un sens commun³. Face à de nouvelles incertitudes, certains acteurs de la société tentent donc d'imposer de nouveaux sens communs, et s'affrontent dans une lutte pour leur institutionnalisation. Dans une controverse, les acteurs en opposition agissent pour défendre leurs intérêts et rallier le public à leur cause. Les controverses amènent donc les acteurs en opposition à argumenter leurs opinions, à apporter des preuves et à contester les preuves adverses, et sont aussi révélatrices de rapports de force, de positions institutionnelles et de réseaux sociaux.

Pour analyser la controverse autour de l'élevage, nous avons donc étudié les réseaux d'acteurs impliqués, leurs arguments et leurs modes d'action visant à rallier le public à leur cause. Dans ce but, nous avons privilégié une approche qualitative par entretiens semi-directifs, très utilisée en sociologie⁴. Elle laisse à la personne enquêtée la liberté d'organiser son discours comme elle le souhaite, en réponse à des questions ouvertes posées par l'enquêteur. Cette approche permet de recueillir une diversité de points de vue et ainsi d'appréhender les différentes représentations des interlocuteurs sur l'élevage. En tout, 31 entretiens ont été conduits entre 2013 et 2016 auprès de professionnels des filières d'élevage (interprofessions, syndicats, acteurs du développement, éleveurs), d'associations de protection des animaux et de l'environnement, de journalistes et de distributeurs. Leurs propos ont été intégralement retranscrits pour en faciliter l'analyse en profondeur.

Suite à ces travaux, nous avons construit une étude quantitative pour évaluer l'audience de la controverse chez le grand public, mobilisant un échantillon de 2000 personnes statistiquement représentatif de la diversité de la population française. Ces personnes ont été interrogées en 2016 par un institut de sondage, via une plateforme Internet, sur leur intérêt pour l'élevage français, leur opinion sur plusieurs aspects controversés liés à l'élevage (impact sur l'environnement, condition animale, etc.), les objectifs qu'ils assignent à l'élevage et les services qu'ils en attendent.

2. LES CRITIQUES ADRESSEES A L'ELEVAGE

L'analyse des entretiens effectués auprès des acteurs de la controverse permet d'identifier quatre thématiques d'incertitudes liées à l'élevage : l'impact environnemental, la condition animale, le risque sanitaire et l'organisation économique et sociale de l'élevage :

- Des débats liés à l'environnement concernent les pollutions engendrées par les élevages, et plus particulièrement par les rejets des animaux (gaz ou déjections). Les rejets gazeux (méthane et carbone) contribuent au phénomène de réchauffement climatique, tandis que les fumiers et les lisiers peuvent polluer les sols et l'eau lorsqu'ils sont épandus en excès. L'activité d'élevage en elle-même est consommatrice de ressources (végétaux et eau pour l'alimentation des animaux, énergie pour les bâtiments). Plus localement, certaines exploitations d'élevage créent des conflits autour des incertitudes concernant leur responsabilité dans la production de nuisances (odeurs, bruit, etc.). En ce qui concerne

³ Ulrick Beck, *La société du risque : Sur la voie d'une autre modernité*, s.l, Flammarion, 1986, 521 p.

⁴ Jean-Claude Kaufmann, *L'entretien compréhensif*, Paris, Nathan, 1996, 128 p.

l'environnement, les incertitudes responsables de débats sont davantage liées aux méthodes scientifiques et aux moyens d'évaluation des impacts de l'élevage qu'à la reconnaissance de leur existence (relativement consensuelle).

- D'autres incertitudes concernent le traitement des animaux dans les élevages, depuis leurs conditions de logement (élevage en bâtiment ou en plein air, liberté de mouvement ou entrave, etc.) jusqu'aux manipulations effectuées par l'éleveur qui peuvent être douloureuses pour l'animal (écorchage, castration, etc.). Le concept même de « bien-être animal » pose question : sa définition et ses méthodes d'évaluation sont régulièrement remises en cause et font l'objet de débats. Plus récemment, des incertitudes concernant l'éthique même de l'exploitation animale se sont largement diffusées.
- L'emploi d'antibiotiques sur les animaux d'élevage pose la question de l'impact sur la santé humaine de leurs éventuels résidus dans la viande ou le lait. D'une part, des incertitudes entourent la responsabilité des traitements vétérinaires en élevage dans l'apparition de bactéries résistantes aux traitements antibiotiques dangereuses pour l'homme. D'autre part, les événements ponctuels d'épizooties (épidémies d'animaux) et de zoonoses (épidémies qui traversent la barrière des espèces et se transmettent à l'homme) interrogent la façon dont le risque sanitaire est géré en élevage : ESB en 1996 et 2000 chez les bovins, grippe aviaire en 2005 chez les volailles, fièvre aphteuse en 2007 chez les porcs, etc.
- Plus généralement, le système d'élevage intensif est assimilé à des procédés industriels (mécanisation, standardisation, utilisation d'intrants chimiques,...). Il se voit opposé des systèmes alternatifs, avec moins d'animaux, un accès au plein air et des circuits de vente courts.

Les questions environnementales et sanitaires amènent des solutions techniques dont certaines sont déjà mises en œuvre dans les élevages et les recherches sur ces questions sont nombreuses : un consensus semble s'être stabilisé sur la réalité des effets de l'élevage sur l'environnement et l'importance de les limiter, ainsi que sur la nécessité de minimiser au maximum les risques sanitaires. Par contre, au regard des récentes évolutions du statut de l'animal et des résultats de ce travail, il nous semble que les incertitudes sur la condition animale sont vouées à perdurer et que les débats vont gagner en importance sur la scène publique.

3. LES ACTEURS DE LA CONTROVERSE ET LEURS MODES D'ACTION

La controverse autour de l'élevage est principalement portée, dans l'espace public, par le monde agricole (filières de l'amont à l'aval) et par les associations de protection de l'environnement ou des animaux. S'ils sont souvent considérés comme des mondes en consensus parce que les porte-

paroles de leurs instances représentatives délivrent des messages faciles à positionner les uns par rapport aux autres, les points de vue au sein même de ces mondes peuvent être très hétérogènes. Les revendications des associations de protection animale, par exemple, s'inspirent de différents types d'éthique animale : l'antispécisme rejette le paradigme d'une supériorité de l'humain par rapport aux autres espèces et est associé à l'abolitionnisme qui prône l'arrêt de l'élevage, le courant des droits des animaux défend l'idée que les animaux doivent acquérir des droits empêchant leur exploitation par l'humain et le *welfarisme* défend une meilleure prise en compte du bien-être animal en élevage sans s'opposer à son principe.

L'accès aux médias est crucial pour les acteurs de la controverse, car il est non seulement un moyen de faire parvenir leurs arguments au public, mais aussi un outil pour les jeux de pouvoir. La divulgation médiatique des conditions d'élevage est notamment utilisée par certaines associations pour faire pression sur les acteurs de l'élevage ou de la grande distribution. L'ensemble de la société ayant aujourd'hui facilement accès au contenu des médias, ils sont des outils déterminants pour tous les acteurs qui cherchent à diffuser très massivement leur message et expliquer la cause qu'ils défendent⁵. Les médias sont également acteurs de la controverse en ce qu'ils sont en capacité de sélectionner les messages qu'ils souhaitent diffuser. Les distributeurs ont également cette double qualité d'acteurs-publics : ils sont les cibles des actions des associations ou des filières, mais deviennent acteurs lorsqu'ils prennent des décisions qui influencent l'offre commerciale ou la production.

Les enjeux de la controverse autour de l'élevage sont principalement de deux types : l'évolution de la réglementation autour de l'élevage et celle des modes de consommation, dans l'objectif de faire évoluer, ou non, les pratiques d'élevage. Les actions des acteurs passent donc par des propositions pour modifier les réglementations, par l'établissement de collaborations avec les industriels (par exemple en participant à la construction de cahier des charges de production privés), et par de la communication grand public visant à orienter les pratiques de consommation (notamment vers une réduction de la consommation de viande). Les publics de cette controverse sont donc les pouvoirs publics qui décident de la réglementation, et les citoyens qui influencent d'une part le marché par leur consommation et d'autre part le paysage politique par leur vote.

4. LES ATTENTES DES CITOYENS ENVERS L'ELEVAGE

L'analyse statistique des résultats du sondage, croisée avec l'enquête qualitative, a mis en évidence cinq profils d'individus selon leurs attentes envers l'élevage français : les Abolitionnistes, les Alternatifs, les Progressistes, les Compétiteurs et les Sans avis :

- 2% des citoyens se rapprochent d'un profil « Abolitionniste » : ils ne consomment pas ou peu de produits animaux, et sont opposés à l'exploitation animale. Les femmes et les jeunes sont surreprésentés dans ce segment de population.

⁵ Jacques Julliard, *La Reine du Monde : Essai sur la démocratie d'opinion*, s.l, Flammarion, 2008, 129 p.

- 24% se retrouvent dans un profil « Alternatif » qui associe une consommation modérée et en baisse de produits animaux, avec une demande de modes d'élevages alternatifs et de produits labellisés (biologiques, plein air, AOP...) et avec une opposition forte au système intensif. Ce profil est aussi un peu plus féminin.
- 10% se classent dans le profil « Compétiteurs ». Ils sont satisfaits de l'élevage actuel dont ils souhaitent voir s'améliorer les performances économiques. Les hommes sont majoritaires dans ce profil.
- 51% des citoyens peuvent être qualifiés de « Progressistes ». Ce profil majoritaire au sein de la société rassemble des individus souvent partagés entre les deux profils précédents, qui souhaitent poursuivre leur consommation de produits animaux mais sont en demande d'une amélioration plus ou moins importante des conditions d'élevage, selon des critères variables (bien-être animal, environnement, compétitivité, etc.).
- 3% des citoyens interrogés semblent « Sans avis » et peu intéressés par le sujet. En majorité des femmes, des ouvriers et des employés, légèrement plus jeunes que la moyenne.

(Notons que 10% de notre échantillon n'a pu être classé statistiquement).

Par ailleurs, dans ce sondage, seuls 1,5% de la population se déclare végétarien et 0,15% végétalien ou végan. 14% de la population déclare envisager de cesser et 18% de diminuer sa consommation de viande. Ceux qui ne pensent ni réduire ni cesser leur consommation de viande représentent 66% de la population.

Les incertitudes évoquées précédemment ressortent dans les réponses des citoyens. 52% d'entre eux se déclarent insatisfaits du respect de l'environnement par les éleveurs. Les pratiques douloureuses ou contraignantes pour les animaux comme l'écornage des bovins, la coupe des queues des cochons, l'élevage en bâtiment ou l'élevage en cages des poules pondeuses sont jugées choquantes par 70% des citoyens interrogés (avec une note moyenne sur l'ensemble de l'échantillon de 7/10, 10 correspondant à « très choqué »). Le plein air est une demande très forte des citoyens : 60% d'entre eux jugent prioritaire d'offrir un accès au plein air à tous les animaux. Notons que sur ces items la formulation des questions influe bien entendu fortement les réponses. Ainsi notre objectif était davantage d'analyser les différences de profils entre citoyens que les chiffres dans l'absolu.

Cette étude nous a permis de confirmer un certain nombre d'analyses précédentes et de tendances lourdes dans la population. Nous confirmons ainsi que, si le végétarisme reste aujourd'hui une pratique peu développée, la tendance à la diminution de la consommation de produits animaux, et notamment de viande, est lourde et très fortement inscrite dans les discours, plus encore d'ailleurs que dans les pratiques. La sensibilité à la condition animale et la critique d'un certain nombre de pratiques d'élevage nous semblent intrinsèquement liées à cette baisse de consommation, même si les chaînes de causalités et de conséquences sont complexes et multiples. L'accès au plein air pour les animaux et l'information du consommateur sur les modes d'élevage constituent les attentes les plus prégnantes des citoyens.